

Le conflit du Cachemire : le rôle des Britanniques

Claude Arpi

"Allons-nous permettre au Pakistan de poursuivre la formation de nouvelles armées d'invasion et l'utilisation de son territoire comme base de ces attaques ? Il est évident que la conduite à suivre est pour nous de frapper ces concentrations et les lignes de communication sur le territoire pakistanais. C'est l'action la plus efficace du point de vue strictement militaire. Nous y avons renoncé pour des raisons politiques. Mais nous aurons à reconsidérer cette position car la situation actuelle devient intolérable. Si le Pakistan n'est pas prêt à mettre un terme à cette guerre, ni même à essayer de rappeler les envahisseurs, nous devons intervenir nous-mêmes, quitte à pénétrer dans certaines parties du territoire pakistanais pour détruire ces camps militaires. Ceci implique un risque de guerre avec le Pakistan. Nous souhaitons éviter cette guerre, mais ce serait nous bercer d'illusions que d'imaginer que nous y échapperons aussi longtemps que les opérations actuelles se poursuivent des deux côtés."

Ainsi parlait Nehru, le non-violent premier ministre de l'Inde!

Quand ? Le 20 décembre 1947, onze jours avant que le dossier du Cachemire ne soit porté pour la première fois sur la table du Conseil de sécurité des Nations Unies. Onze jours qui devaient se révéler déterminants pour l'avenir de l'Inde.

Il est nécessaire de parler du rôle de la Grande-Bretagne, en particulier celui de Lord Mountbatten, pour comprendre combien l'Albion porte à elle seule la responsabilité de l'imbroglio du Cachemire.

Revenons pour cela à l'année qui précéda l'abandon par les Anglais du joyau de leur empire. En 1946-47, ils étaient prêts à quitter l'Inde, mais nullement à renoncer à leur influence en Asie et dans le monde. Pendant les deux siècles précédents, la défense de leur empire avait été centrée sur le sous-continent et sur l'Océan indien [connu sous le nom de lac

britannique]. L'Empire britannique des Indes, né d'une compagnie commerciale, était essentiellement un empire maritime. Ce fait a été démontré avec brio par K. M. Pannikar, l'historien dans son livre resté célèbre, *Asia and the Western Dominance* (l'Asie et la domination occidentale). Mais au début du 20^e siècle, deux facteurs nouveaux apparurent sur la scène stratégique : l'un était l'aviation (dont l'importance dans un conflit fut magistralement démontré par les Japonais en 1941 à Pearl Harbour), l'autre était le pétrole et par voie de conséquence, le Moyen-Orient qui acquit ainsi une nouvelle importance. Lorsque les chefs de l'Etat-major britannique reçurent l'ordre de présenter un rapport sur les conséquences stratégiques de l'abandon du sub-continent indien, tous les généraux furent d'accord pour dire que le Pakistan serait le plus important des deux dominions, en raison de la possibilité d'y installer des bases aériennes dans le Nord du pays (en particulier pour surveiller la Russie communistes), et des bases navales sur la mer d'Arabie au Sud. Le Pakistan pourrait aussi aider à établir un contact 'fraternel' avec les Etats musulmans du Moyen-Orient, pensait-on à Londres ; cela représentait bien sûr un gros avantage supplémentaire. Un autre argument, qui rendait le Pakistan plus digne de confiance, était que Mohammed Ali Jinnah était extrêmement désireux de rester dans le Commonwealth, tandis que le Congrès indien était plus qu'indécis. On dit qu'un jour, Jinnah apostropha Mountbatten : "Vous ne pourrez pas nous jeter du Commonwealth !".

Le sort en fut jeté, en mai 1947, lorsque les chefs d'Etat-major informèrent leur gouvernement que « *du point de vue militaire, il y avait des arguments déterminants pour que le Pakistan occidental reste dans le Commonwealth, ce signifie que nous pourrions bénéficier d'importantes facilités stratégiques...* ».

La politique fut appliquée à la lettre par les Britanniques, en partie grâce à la collaboration aveugle du parti du Congrès indien. Lorsque l'indépendance arriva, Jinnah insista pour devenir le premier gouverneur général du Pakistan (Londres avait pensé que Mountbatten devrait être le

gouverneur général des deux dominions), alors que le Congrès indien offrit au vicomte le poste de gouverneur de l'Inde.

Ce fut la première d'une longue série de bévues. Bientôt, à la suggestion de Mountbatten, un comité de défense fut créé au sein du cabinet. Et qui en fut le président ? Mountbatten, un Anglais.

La situation était surréaliste : deux dominions, l'un avec un gouverneur général pakistanais, l'autre avec un Anglais ; deux armées, toutes deux avec des généraux Anglais (bien que l'Inde ait tenté dès les premiers mois de former des cadres indiens). Les généraux 'anglo-indiens' recevaient leurs ordres du gouverneur général anglais, et non du gouvernement indien ; le comité de défense, présidé par un britannique, passait la plupart du temps au-dessus des décisions du Cabinet indien. A la même époque, les généraux britanniques donnèrent l'ordre stipulant que les officiers britanniques ne devaient pas se battre entre eux.

Telle était donc la situation lorsque des commandos, entraînés et équipés par le Colonel Akbar Khan, conseiller militaire du premier ministre pakistanais, pénétrèrent au Cachemire à la fin d'octobre 1947.

L'histoire est trop bien connue pour être à nouveau racontée ici, mais le point intéressant est que les Anglais y ont constamment joué un double jeu. Le général Douglas Gracey, commandant l'armée du Pakistan, avait été informé à l'avance de cette attaque, mais il ne prévint pas son homologue indien. Par la suite, l'information circula, mais uniquement dans un sens. Ceci montre que Londres, avec l'aide de Mountbatten, était déterminée à mettre en pratique les plans stratégiques des chefs de l'Etat-major de Sa Majesté.

Autre situation étrange : Mountbatten, officiellement à la tête de l'Etat Indien, prenait également en charge le rôle de médiateur.

Le rôle partisan de Mountbatten devint plus évident lorsque sa cousine (la reine Elisabeth II) se maria à Londres, l'obligeant à quitter l'Inde pour deux semaines au mois de novembre 1947. Les commandants indiens mirent cette période à profit pour s'emparer de Srinagar et stabiliser l'important secteur d'Uri. Ils auraient pu poursuivre leur offensive et

reprendre Muzaffarabad, s'ils n'avaient reçu de Delhi l'ordre d'arrêter leur avance.

Durant les deux derniers mois de 1947, les autorités britanniques s'efforcèrent de 'retenir' l'Inde qui voulait repousser les incursions. Ceci explique pourquoi Nehru, bien que grand admirateur du gouverneur général et de son épouse, ait été complètement excédé à la fin de 1947 et écrivit la note citée en préambule.

Lorsqu'il prit connaissance de son contenu, Mountbatten décida d'agir vite. Dès le début, il avait pensé que le meilleur moyen d'enrayer une offensive indienne, qui aurait eu raison de l'attaque pakistanaise, était de reporter l'affaire devant les Nations Unies, où elle serait immédiatement 'enterrée'. Nous ne devons pas oublier que Mountbatten n'était pas seulement un bon soldat et un homme plein de charme, il était également un fin politicien qui comprenait parfaitement que, même à l'intérieur du Cabinet du premier ministre Clément Attlee, il y avait suffisamment de gens tels que Noël Baker, le secrétaire au Commonwealth, qui prendraient immédiatement le parti du Pakistan contre l'Inde.

Il utilisa toute son influence sur Nehru (et il en avait beaucoup) pour le convaincre que c'était la 'solution' et que le monde condamnerait immédiatement le Pakistan pour son soutien pour ces incursions. Lors de la réunion du Conseil de défense qui suivit, le 20 décembre, Mountbatten obligea Nehru et ses collègues à accepter le recours à l'ONU. Le premier ministre indien dut accepter à contrecœur : l'Inde porterait le cas devant l'ONU, mais préparerait en même temps un plan d'urgence pour attaquer les sanctuaires des commandos dans l'Est du Pakistan.

Le 22 décembre, Nehru envoya un ultimatum au Premier ministre du Pakistan, Liaquat Ali Khan, aux termes duquel les intrusions devaient cesser immédiatement, faute de quoi l'Inde entreprendrait une contre-attaque. Il faut noter qu'à ce moment les dirigeants indiens étaient profondément divisés, et que le lendemain Sardar Patel, le premier ministre adjoint envoyait sa démission à Nehru, en invoquant le fait

d'avoir été mis à l'écart sur le problème du Cachemire. Ceci n'était pas pour faciliter une solution.

Cependant, l'homme qui avait commandé les forces alliées en Asie avait marqué un premier point. Le principe d'un recours à l'ONU était accepté. L'étape suivante, pour le gouverneur général Mountbatten, consistait à faire avorter les plans militaires indiens. Il n'hésita pas à consacrer le jour de Noël à écrire à Nehru une longue missive, dans laquelle il mettait en avant l'avantage du recours à l'ONU et le danger d'une escalade militaire. Nous ne devons pas oublier que si une guerre avait éclaté entre les deux dominions, les officiers britanniques en poste des deux côtés, de même que le gouverneur général, auraient perdu leur poste et n'auraient plus eu qu'à faire leurs bagages pour l'Angleterre.

Mountbatten dit clairement à Nehru que "ses considérations n'étaient pas inspirées par des raisons d'ordre militaire, mais par le fait qu'il s'agissait d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan". Autrement dit, il n'était pas intéressé par les arguments de l'Inde, ou par le fait de savoir si le Pakistan était du mauvais côté de la frontière ; il souhaitait simplement éviter cette guerre et ses conséquences pour le Royaume Uni.

Nehru découvrit rapidement que les intérêts de Mountbatten vis-à-vis du recours à l'ONU étaient seulement de "voir nommer une équipe pour traiter ce problème et aider à mettre un terme au conflit".

Le jour suivant, Nehru répondit par une très longue missive et confirma qu'il était d'accord pour arrêter le conflit : "Oui, certainement, mais comment ? Nous ne l'avons pas initié, et nous ne pouvons pas l'arrêter non plus. Bien sûr, en un sens, nous pouvons nous rendre. Je suis sûr que vous ne nous donneriez pas un tel conseil... Une telle idée est méprisante." Mais c'était vraiment ce que le gouverneur général souhaitait que l'Inde accomplisse... et ceci dans l'intérêt de la Couronne, de sa carrière et de sa propre réputation.

Comprenant que ses plans n'aboutissaient pas complètement, Mountbatten lança une autre manœuvre, il transmit toute la correspondance (et même les minutes du Conseil de défense) à Attlee en

lui demandant d'intervenir et de faire pression sur Nehru. En même temps, il conseilla à Nehru d'informer le premier ministre britannique des "derniers développements", en lui laissant croire que cela devrait aider la cause de l'Inde auprès des Nations Unies. Il aurait été étrange qu'Attlee ait pu écrire de son propre chef sur des faits qu'il n'était pas censé connaître ! Ne sachant pas qu'Attlee avait été mis au fait de tous les détails des réunions et de la correspondance, Nehru essaya de lui expliquer à nouveau la position de l'Inde.

Il devait recevoir le lendemain une admonestation lui disant que des attaques sur les "centres nerveux" des commandos, au Pakistan, seraient sans justification vis-à-vis de la loi internationale, parce que l'Inde ne pourrait pas qualifier cette action d'auto-défense. Attlee lui dit que non seulement il se placerait en dehors de la légalité, mais que toutes actions dans ce sens terniraient sa réputation et sa stature internationale.

En même temps, Londres transmit toute la correspondance et les autres documents aux Etats-Unis et à la France, en leur demandant de faire pression sur l'Inde pour qu'elle renonce à détruire les 'sanctuaires' terroristes au Pakistan ; les Etats-Unis s'exécutèrent immédiatement. C'était suffisant pour que le premier ministre indien s'en remette à la solution onusienne.

Les événements qui suivirent sont trop bien connus. La requête de l'Inde fut enterrée dans les couloirs bureaucratiques de l'ONU, grâce à Noël Baker et à ses collègues américains ; les envahisseurs pakistanais pouvaient rester sur le sol indien.

Soixante ans plus tard, ces territoires sont encore en possession du Pakistan et le même type d'attaques se poursuit à travers la frontière, avec pour conséquence des dizaines de milliers de morts au Cachemire, et l'élimination dans l'indifférence mondiale des Pandits du Cachemire, la propre ethnie de Nehru.

Il n'y a aujourd'hui qu'à se rendre à Londres et consulter les archives de l'Indian Office, et à consacrer un week-end au Broadland Archives Trust à

Romsey, Hampshire, pour y consulter les archives de Mountbatten, pour comprendre qui a créé le problème du Cachemire.